



Nous dénonçons la complaisance de la direction de l'info à l'égard de l'extrême droite

Nous, journalistes, techniciens, administratifs, représentants syndicaux, apportons notre soutien aux confrères et collègues, membres de la SDJ de la rédaction nationale de France 3 qui ont signé la tribune intitulée « Pour un front commun des médias contre l'extrême droite », publiée le 19 juin 2024 par Médiapart.

Nous sommes indignés par leur mise à l'écart des sujets ayant trait aux élections législatives, imposée par la direction de l'information de France Télévisions suite à cette prise de position. Le directeur de l'information invoque pour justifier cette décision inique « *les principes professionnels en matière de conflits d'intérêts comprenant le cas des soutiens aux candidats* » et « *l'image d'impartialité des rédactions de France Télévisions* ».

Nos collègues n'ont pas appelé à voter pour les uns ou les autres. Ils n'ont pas été partisans. Ils sont simplement humanistes et républicains. Ils ont appelé à faire front contre l'extrême droite.

Face à ce danger, nous sommes bien d'accord avec eux, il ne peut y avoir de compromis. Notre pays porte dans sa mémoire les stigmates douloureux des politiques nationalistes qui ont abouti à l'effroyable conflit de 1939-45.

Aujourd'hui, le Rassemblement national représente une menace pour les institutions, pour les libertés fondamentales – dont la liberté d'expression, qu'à France Télévisions nous devrions brandir comme un étendard. Son discours de haine contre l'Autre vise à diviser la société, détruire les principes républicains de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Outre le fait que ce parti xénophobe est l'ennemi des travailleurs, des syndicats, des services publics pour tous, des protections, des minorités sexuelles, des « *Français d'origine étrangère* », des cultures et des solidarités, il menace ouvertement, jusque sur nos plateaux télé, la liberté de la presse.

Nous, salariés et citoyens, défenseurs des médias libres et indépendants, nous alertons contre le danger qui est aujourd'hui bien réel : celui de l'extrême droite.

Vu la situation, nous nous étonnons que la direction du 1^{er} groupe audiovisuel français puisse, ici et maintenant, prôner une neutralité hypocrite. Nous nous en inquiétons. Prendre parti contre la xénophobie et la transphobie, punis par la loi, relève non pas d'une faute mais d'une responsabilité morale, éthique, qui devrait être placée au-dessus de toutes choses.

Invoquer un principe de neutralité, dans la période qui est la nôtre, revient à accepter l'inacceptable. Et ça nous ne l'acceptons pas.

D'autant que la direction de l'information semble avoir une conception pour le moins fluctuante de ce « principe ». Elle est apparemment moins prompte à recadrer ses rédacteurs en chef ou

ses éditorialistes vedettes qui passent leur temps à dénigrer le Nouveau Front populaire dans leurs tweets ou leurs éditoriaux à l'antenne.

Il faut sortir de la manipulation qui consiste à mettre dos à dos la gauche et l'extrême droite. Cela n'a rien à voir. Les uns respectent les principes de la République, les autres pas. Le Conseil d'État a lui-même précisé qu'on ne pouvait pas qualifier d'extrême un parti comme La France insoumise.

La direction de l'info peut-elle vraiment donner des leçons d'impartialité, lorsqu'elle a choisi, au mépris de la Démocratie, de faire débattre les seuls Gabriel Attal et Jordan Bardella, lors de la campagne des Européennes ? Ou lorsqu'elle permet au Premier ministre de faire irruption sur un plateau sans y avoir été invité, en pleine campagne ?

Doit-on en déduire qu'elle a depuis longtemps choisi son camp et ses vainqueurs ? Qu'elle fait déjà allégeance aux futurs maîtres ?

Nous, journalistes, techniciens, administratifs, représentants syndicaux n'accepterons ni de rester ni neutres, ni de rester impartiaux.

France Télévisions est la télévision du public, pas celle de l'Etat. Présent ou à venir.

Paris, le 24 juin 2024